



**Arrêté préfectoral n° 2025-10 du 6 janvier 2025
mettant en demeure la société EMC2 à Fresnes-en-Woëvre**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de Monsieur Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-2130 du 21 août 2023 accordant délégation de signature à Monsieur Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 93-2893 du 29 décembre 1993 modifié autorisant la coopérative agricole EMC2 à exploiter un centre de stockage de céréales et de produits agricoles sur le territoire de la commune de Fresnes-en-Woëvre ;

Vu la visite de contrôle effectuée par l'inspection des installations classées le 12 novembre 2024 des installations précitées ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est en date du 27 novembre 2024 référencé FL/585-2024, établi à la suite de la visite de contrôle citée supra, et dont une copie a été transmise à la coopérative EMC2, par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions fixées par les articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'article 12.4 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 1999 dispose que « Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussières fines ne doit pas être supérieure à 50 g/m². La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et est précisée dans les consignes organisationnelles. [...] »

CONSIDÉRANT que la présence de poussières constatée le jour de la visite ne respecte manifestement pas ces dispositions ;

CONSIDÉRANT les risques d'auto-échauffement et d'explosion générés par la poussière pour l'installation et pour les intérêts visés par le L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, au vu de ce constat, les dispositions de l'article 12.4 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 1999 ne sont pas respectées ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Portée du présent arrêté

La coopérative agricole EMC2 est mise en demeure, sous un délai de deux mois, de respecter les prescriptions de l'article 12.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-2492 du 25 octobre 1999, pour le silo de stockage de céréales qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Fresnes-en-Woëvre, en procédant au nettoyage des parois des cellules de stockage.

Article 2 : Information

Une copie du présent arrêté est déposée, pour information, à la mairie de Fresnes-en-Woëvre. Le présent arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Maire de Fresnes-en-Woëvre et l'Inspecteur des installations classées de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) Grand-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- à titre de notification, à la société EMC2 – Nid de Cygne – 55100 Bras-sur-Meuse - FRESNES-EN-WOËVRE.
- à titre d'information, à :
 - M. le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse,
 - Mme la Déléguée territoriale de Meuse de l'Agence Régionale de Santé Grand Est,
 - Mme la Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la Meuse,
 - M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Meuse,
 - M. le Directeur de Cabinet – Bureau de défense et de protection civiles.
 - M. le Sous-Préfet de Verdun.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET

page 3 = détails et voies de recours

Voies et délais de recours

(Application des articles L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative)

Recours administratifs

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé au Préfet de la Meuse – 40 rue du Bourg – 55012 BAR-LE-DUC Cédex,
- soit un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, Arche de la Défense – Paroi Sud / Tour Séquoia – 92055 LA DÉFENSE Cédex.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal administratif de Nancy 5, place de la Carrière – Case officielle n°20038 – 54036 NANCY Cédex :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié,

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « *télérecours citoyens* » accessible par le site Internet : www.telerecours.fr